

PREFET DE LA HAUTE-CORSE

SERVICE DEPARTEMENTAL d'INCENDIE et de SECOURS

Lieu dit "CASSETTA" - 20600 FURIANI

☎:04.95.30.98.00/ ☎:04.95.30.67.21

FURIANI, le 16 décembre 2015

Rapport ERP/2015/218/HD/DL

RAPPORT DE PREVENTION ERP/IGH
ETABLISSEMENT DU 2ème GROUPE
TYPES : W,L CATEGORIE : 5ème

1. IDENTIFICATION

Etablissement	Construction de la nouvelle mairie
Adresse	Village
Commune	20236 CASTIRLA
Réf Dossier	E04485
Pétitionnaire	Commune de Castirla représentée par M Jacques Tomasini
PC N°	083 15 S 0001
en date du	10/11/2015
Architecte	Nom : Alpha Architecture
	Adresse : 30, Cours Paoli – 20250 CORTE
	Téléphone : 04.95.46.00.64
CS de 1er Appel	Centre d'Incendie et de Secours de CORTE

2. REFERENCES

ARTICLES R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5 du C.C.H. fixant les dispositions destinées à assurer la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements recevant du Public.

ARRETE du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.

ARRETES du 22 juin 1990 portant approbation et modification du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (Etablissement de 5ème catégorie).

ARTICLES R.121-1 à R.121-13 du C.C.H. définissant la classification en différentes catégories des matériaux et éléments de construction, en fonction de leur comportement en cas d'incendie et fixant les conditions auxquelles doivent répondre ces matériaux et éléments pour être classés dans ces différentes catégories.

ARRETES des 10 septembre 1970, 4 novembre 1975, 1er décembre 1976, 21 Avril 1983, 30 juin 1983, 31 décembre 2002, 22 mars 2004 et du 14 mars 2011 modifiant l'arrêté du 22 mars 2004 portant classification des matériaux et éléments de construction par catégories et selon leur comportement au feu et définition des méthodes d'essais.

3. DESCRIPTION

Le présent projet concerne la construction de la nouvelle Mairie de Castirla à la place d'une bâtisse en ruine existante qui sera démolie, sur les parcelles 19 et 20 de la section A.

Le bâtiment sera de forme rectangulaire et d'une emprise au sol d'environ 150 m². C'est un bâtiment en R+1 situé en bordure du chemin communal accessible depuis la RD 18. De construction traditionnelle (pierres, béton et toit en lauzes) une façade sera accessible aux engins de secours.

La surface de plancher totale sera de 297 m², 12 places de stationnement étant prévues aux abords. Le bâtiment sera isolé des voisins par des aires libres de plus de 5 mètres et comprendra :

Au RdC : 1 vide sanitaire de 11 m²
1 cave non accessible d'une surface de 28 m²
1 local ménage de 3 m²
1 salle commune de 68 m²
1 hall avec ascenseur et escalier menant à l'étage
1 WC PMR

Au R+1 : 1 salle du conseil municipal de 51 m²
1 bureau du maire de 32 m²
1 Secrétariat de 16 m²
1 local archives de 13 m²
1 espace attente accueil m²
1 local archives de 9 m²
Des toilettes accessibles aux PMR pour 5 M².
1 terrasse extérieure de 35 m² environ

L'évacuation de cet étage se fera par un escalier intérieur de 1 UP. La hauteur au faitage sera inférieure à 8 mètres.

COMPOSITION DE L'ETABLISSEMENT

Niveau	Désignation du local	Surface	Effectif du public	Réf.
RdC	Salle commune	68 m ²	68 p	L1 (1p/m ²)
R+1	Bureaux et salle du conseil municipal	100 m ²	10 p	W2 (1p/10m ²)
Total		168 m²	78 p	

4. CLASSEMENT

SURFACE TOTALE ACCESSIBLE AU PUBLIC	168 m ²
EFFECTIF DU PUBLIC	78 p
EFFECTIF DU PERSONNEL	3 p
EFFECTIF TOTAL	81 p
TYPES	W, L
CATEGORIE	5 ^{ème}

5. OBSERVATIONS DE LA COMMISSION DE SECURITE ERP-IGH

L'édification de cette construction sera réalisée conformément aux plans et descriptifs joints à la demande du permis de construire, et aux notices de sécurité complémentaires, compte tenu des prescriptions édictées dans le présent rapport, et du respect de la réglementation des textes précités.

Tout projet de modification de ces plans devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'un nouvel examen.

GENERALITES

- 1 - | Tenir et mettre à jour le registre de sécurité.

CONSTRUCTION

ACCÈS DES SECOURS

- 2 - | L'établissement doit être facilement accessible depuis l'extérieur aux services de lutte contre l'incendie (PE 7).

ISOLEMENT

- | Sans objet (tiers à plus de 5 mètres PE 6)

STRUCTURES

- | Sans objet (plancher haut inférieur à 8 mètres et pas de locaux à sommeil PE 5 & 28)

DÉGAGEMENTS

- 3 - | Les différents niveaux ou locaux doivent être desservis dans les conditions suivantes (PE 11):

Niveau	Niveau ou local	Effectif	Nombre de dégagements			
			Sorties ou escaliers		Unités de passage	
			nécessaires	réalisées	nécessaires	réalisées
RdC	Salle commune	0 < eff < 68 p	2	1	2	1
R+1	Zone de bureaux	0 < eff < 10 p	1	1	1	1

- 4 - | Remplacer une des portes coulissante de la salle commune par une porte en 140 s'ouvrant dans le sens de l'évacuation.

CONDUITS ET GAINES

- 5 - | Les parois des conduits et des gaines doivent répondre à l'article PE 12 du règlement de sécurité (matériau M0, CF1/2 h).

RISQUES PARTICULIERS

- 6 - | Les locaux suivants sont classés à risques particuliers et devront être isolés dans les conditions suivantes (CO 28):

Risques moyens			Risques importants		
Parois coupe feu 1 heure avec portes CF ½ heure munie d'un ferme-porte.			Parois coupe-feu 2 heures avec portes CF 1 heure sans communication directe avec un local accessible au public.		
Niveau	Désignation	Réf	Niveau	Désignation	Réf
R+1	Archives	PE.9			

AMENAGEMENTS INTERIEURS

- 7 - Les aménagements intérieurs doivent répondre, du point de vue de leur réaction au feu, aux dispositions des articles AM 1 à AM 19 du règlement de sécurité, dont les principales dispositions sont rappelées ci-après (article PE 13):

• Revêtements de sols :	classement M 4
• Revêtements muraux :	classement M 2
• Revêtements de plafonds et plafonds suspendus :	classement M 1
• Gros mobilier :	classement M 3

Fournir lors de la visite de réception éventuelle de la commission de sécurité, les procès verbaux de réaction et résistance au feu des matériaux et éléments de construction utilisés dans l'aménagement.

DESENFUMAGE

| Sans objet (pas de locaux supérieurs à 300 m² PE 14).

CHAUFFAGE - VENTILATION

- 8 - En l'absence des documents précisés à l'article CH 4 du règlement de sécurité, le S.D.I.S. ne peut émettre d'avis sur les dispositions adoptées en matière de chauffage à ce stade de l'étude.

Conformément à l'article R 123-25 du code de la construction et de l'habitation et à l'article GE 2§2 du règlement de sécurité, le maître d'ouvrage fournira un mois avant le début des travaux, l'ensemble des documents prévus par l'article CH 4 précité.

Les installations de chauffage et de ventilation seront conformes aux articles PE 20 à PE 23.

INSTALLATIONS DE GAZ

- 9 - En l'absence des documents précisés à l'article GZ 3 du règlement de sécurité, le S.D.I.S. ne peut émettre d'avis sur les dispositions adoptées en matière d'installations de gaz à ce stade de l'étude.

Conformément à l'article R 123-25 du code de la construction et de l'habitation et à l'article GE.2§2 du règlement de sécurité, le maître d'ouvrage fournira un mois avant le début des travaux, l'ensemble des documents prévus par l'article GZ.3 précité.

Les installations de gaz seront conformes à l'article PE 10.

INSTALLATIONS ELECTRIQUES - ECLAIRAGE

- 10 - Les installations électriques doivent être conformes aux normes les concernant (PE 24).

- 11 - L'établissement devra comporter une installation d'éclairage de sécurité d'évacuation assurant l'éclairage des circulations et de dégagements.

☞ Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité dans les circulations et au-dessus des issues de secours.

ASCENSEURS - ESCALIERS ROULANTS

- 12 Les installations d'ascenseurs, d'escaliers mécaniques et de trottoirs roulants doivent répondre, aux dispositions de l'article PE 25.

MOYENS DE SECOURS

13 - L'établissement devra comporter les moyens de secours suivants:

	Catégorie	Nb	Emplacement	Réf.
S.S.I.	Sans objet			
Alarme	Type 4	1	Audible dans l'établissement	PE 27§2
D.A.I.	Sans objet			
Extincteurs	6 litres à eau pulvérisée	2	Près des issues pour chaque niveau	PE.26
	5 kg au dioxyde de carbone	1	à proximité du tableau électrique	
R.I.A.	Sans objet			
Poteau d'incendie	NFS 61.213	1	à moins de 150 mètres de l'établissement par les voiries carrossables	MS 5
Alerte	par téléphone urbain			PE.27§3
Consignes	<ul style="list-style-type: none">Des consignes précises doivent indiquer les modalités d'alerte des sapeurs-pompiersLe personnel doit être initié à la mise en oeuvre des moyens de secours (PE 27 §5).			PE 27§4

6. CONCLUSION.

Le SDIS émet un *avis favorable* au projet présenté,

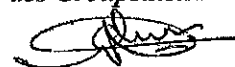
Délais de réalisation des prescriptions : lors des travaux de construction ou d'aménagement : N°1 à 13.
avant ouverture au public :

*L'Adjoint au chef de service
prévention*



Capitaine Hervé DUVERMY

Le Directeur des Groupements Opérationnels



LIEUTENANT COLONEL L-J OLIVIER

7. RAPPELS DE REGLEMENTATION (extraits du code de la construction et de l'habitation)

Article R 123-3

Les **constructeurs, propriétaires et exploitants** des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, du mode de construction et du nombre de personnes pouvant être admises dans l'établissement, y compris les handicapés.

Le règlement de sécurité prévu à l'article 123-12 précise, pour chaque catégorie d'établissement, l'effectif au-delà duquel la présence de personnes handicapées circulant en fauteuil roulant nécessite l'adoption de mesures particulières de sécurité.

Article R123-14

Les **procès verbaux et certificats** attestant la conformité aux règlements de sécurité et aux normes en vigueur, devront être annexés au registre de sécurité et présentés à la Commission, le jour de la visite de réception de l'établissement. Ils sont communiqués au Maire.

Article R 123-22

Le **permis de construire** ne peut être délivré qu'après consultation de la commission de sécurité compétente.

Article R 123-23

Les **travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire** ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements.

Article R.123-25:

Dans tous les cas, les **renseignements de détail** intéressant les installations électriques, de gaz, d'éclairage, de chauffage et de secours contre l'incendie sont adressés au maire dans les conditions fixées par le règlement de sécurité.

Article R 123-27

Le **maire** assure, en ce qui le concerne, l'exécution des dispositions du présent chapitre.

Article R 123-43

Les **constructeurs, installateurs et exploitants** sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder, pendant la construction, et périodiquement en cours d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés, dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Article R 123-46

Le **maire autorise l'ouverture** par arrêté pris après avis de la commission.

Cet arrêté est notifié directement à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception; une ampliation en est transmise au préfet.

Article R 123-51

Dans les établissements soumis aux prescriptions du présent chapitre, il doit être tenu un **registre de sécurité** sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et, en particulier:

- l'état du personnel chargé du service d'incendie;
- les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie;
- les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu;
- les dates des travaux d'aménagements et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.